



POUR L'INTERÊT GENERAL, LE BIEN VIVRE ENSEMBLE, IL EST GRAND TEMPS DE RENFORCER ET DEVELOPPER LE SERVICE PUBLIC !

Depuis des années la CGT revendique et réclame la réhabilitation de la notion d'intérêt général et la nécessité de retrouver un Service Public à même de remplir l'ensemble de ses missions envers la population.

Ce doit être une priorité politique d'urgence en termes d'actes concrets, de moyens financiers et humains, d'autant plus dans une société capitaliste, individualiste et marchandisée à outrance qui accroît les multiples conséquences sur la vie quotidienne des citoyen.nes et sur la cohésion sociale.

Face aux constats du manque cruel d'investissement, aux suppressions de postes, aux salaires bloqués, aux multiples réformes contre le statut de la Fonction Publique, il est temps pour les politiques d'arrêter l'incantatoire et d'agir.

Nous avons besoin, nous agent-es du Service Public, d'être soutenu.es à tous les niveaux de l'organisation de l'administration du pays, il en va de la stabilité de la société, de la possibilité donnée à une population d'un territoire de bien vivre ensemble.

Le Service Public, c'est la richesse de tous.tes celles et ceux qui **n'en n'ont pas**, et souvent il est exercé par des collègues à faibles revenus, 7J sur 7, 24h sur 24.

Le Service Public fonctionne grâce au professionnalisme, à l'implication et au dévouement des agent-es et permet ainsi à la France de tourner.

Les agent-es du Service Public font partie des travailleurs qui se lèvent tôt tous les matins, ont des astreintes, travaillent la nuit et/ou les week-ends et jours fériés, ... Pour autant, elles et ils sont régulièrement caricaturé.es par des personnes et médias méprisants, préférant les traiter de nanti.es et de fainéant.es plutôt que de mettre en valeur la place fondamentale que les agent.es ont concrètement dans nos vies en s'investissant pour la Nation.

Cette société de la compétition à tout prix, cette société du plus fort, du plus brillant, du plus riche, tue et nous éloigne des valeurs de solidarité, d'entraide et de fraternité dont nous aurions tant besoin dans la période.

Le fonctionnement des délinquants et voyous est calqué sur le même schéma que le système capitaliste : engranger du pognon, s'enrichir toujours davantage quitte à écraser les plus faibles, générer toujours plus de profit. Ils suivent le modèle des cols blancs, roulant en grosses cylindrées et voulant développer leurs empires financiers au détriment des gens qui les entourent, en ne respectant plus aucunes règles. « Laisser faire, laisser passer » : n'oublions pas que ce fut le mantra du libéralisme économique à ses débuts...

Le respect de la vie humaine est sacrifié depuis des années au détriment du vivre ensemble. Notre société est à l'image de ce que renvoient nos politiques et décideurs et l'impunité est de mise !

Ça suffit !

Depuis trop d'années les politiques ont privilégié des politiques d'austérité sur les budgets destinés au Service Public et distribué les richesses à ceux qui ne les créent pas : les plus riches, les grands patrons et les actionnaires ; cela non seulement sans leur imposer aucune contribution, mais en leur offrant des cadeaux supplémentaires comme les exonérations fiscales et de cotisations sociales, le Crédit Impôt Recherche ... !

À quel prix pour la très grande majorité de la population ? Pouvoir d'achat en berne, immense perte d'espoir, chômage, discriminations, exclusion, sentiment d'injustice, peurs exacerbées, violences urbaines : terreau de l'extrême droite...

Pourtant à Grenoble et au sein des communes limitrophes, le Service Public résiste et tente de tenir bon.

Contrairement aux dires de ces détracteurs, fossoyeurs et commentateurs, il est encore mis en œuvre au quotidien sur l'ensemble de ces Territoires dans un esprit d'équité et de péréquation. Mais il est tellement plus facile pour eux de stigmatiser certains quartiers et certaines communes afin de se laver les mains et de ne pas l'exercer.

Quand on veut tuer son chien, on l'accuse d'avoir la rage ?! Avec les coupes budgétaires, les suppressions de postes, les déconcentrations de missions sans contrepartie financière pour les collectivités, les gouvernements successifs inoculent le virus au sein du Service Public : s'il meurt, ce sont autant de missions qui pourront tomber aux mains de ceux qui veulent transformer notre travail en nouvelles marchandises, nouvelles sources de profit pour leurs pommes.

Le Service Public devient les « Services aux publics », les usagers deviennent des « clients » qui n'y auront accès que s'ils ont le bon compte en banque, le bon patronyme, le bon lieu de naissance, de résidence, le bon statut familial, ...

Actuellement, les Agent-es d'entretien, les Jardiniers, les ATSEM, les Auxiliaires de vie et de Puériculture, les animateurs, les Chargé-es de Travaux, les Agent-es d'Accueil d'Etat Civil, les Policiers Municipaux, ..., exercent leurs missions avec toujours moins de moyens. Elles et ils sont les témoins de l'abandon de l'Etat Nation et du glissement de notre Société dans la paupérisation, la pauvreté et la précarité.

Ce sont Elles et Eux qui sont les expert.es de terrain dont les gouvernements auraient besoin !

Aujourd'hui il nous faut pouvoir refaire société et donc développer l'ensemble des services publics, en garantissant le contact humain face à la dématérialisation, l'accueil et la prise en compte des besoins de la population. Ce qui signifie arrêter le massacre du tout numérique et remettre au cœur les agent-es du Service Public dans l'ensemble de ses versants (État, Hospitalière, Territoriale).

Il faut donc urgemment renforcer l'enseignement, la recherche, l'hôpital, l'action sociale, la Police, le SDIS, la Justice. Les collectivités territoriales ainsi que les organismes de droit privé qui remplissent une mission de Service public comme la CPAM, la CAF, pôle emploi, les missions locales.

C'est pourquoi la CGT a toujours revendiqué un Service Public de proximité avec un Statut de haute protection pour les agent-es, déconnecté du pouvoir politique afin de servir au mieux les intérêts des usagers.

A cela doit s'ajouter l'arrêt des suppressions d'emplois, la hausse du point d'indice, le retour à une Fonction Publique de carrière par l'augmentation du nombre de concours et examens, des plans de formations adaptés aux missions et aux contraintes.

L'austérité s'oppose à toute dignité, il y a donc urgence à faire cesser les politiques d'austérité budgétaire, à agir pour garantir le bon exercice des missions de service public essentielles à la population. Un Service Public digne de notre pays, de nos territoires, une vie digne pour les agents publics comme pour l'ensemble de la population.

Grenoble le 11/09/2024

